

Gestion de la crise sanitaire

L'association des maires de France dénonce un manque de concertation



Gestion de la crise sanitaire

Pour l'AMF, les annonces du ministre de la Santé hier soir constituent un retour en arrière sur l'esprit de concertation qui a prévalu entre l'État et les maires depuis le déconfinement.

Cette méthode autoritaire, solitaire et non concertée porte en elle un risque d'ajouter à la crise sanitaire une crise de confiance. Dans les circonstances actuelles, la confiance est fragile, le gouvernement a besoin de tous les relais disponibles pour conduire dans la durée et avec l'accord du plus grand nombre la gestion de la pandémie.

Alors que le gouvernement a mis en avant depuis plusieurs mois l'importance du bon fonctionnement du binôme Préfet-Maire, le ministère de la Santé choisit de mettre les maires devant le fait accompli. Les maires ne sont pas des supplétifs que l'on siffle ou que l'on sonne pour qu'ils entérinent en silence des décisions dont la pertinence mérite au moins d'être questionnée au préalable.

Le gouvernement a besoin de rassembler autour de lui pour traverser cette crise qui est certes d'abord sanitaire, mais aussi économique et sociale. La méthode choisie hier est mauvaise : l'AMF demande que la concertation soit reprise immédiatement tant au niveau national avec les associations représentatives des collectivités locales et les organisations professionnelles, qu'au niveau des préfets de départements pour que les décisions annoncées hier fassent l'objet d'une mise en œuvre adaptée et progressive.

Dans cette perspective de retour à la concertation État/collectivités, François Baroin demande au Premier ministre de recevoir une délégation de l'AMF pour s'entretenir de la gestion de la crise dans les territoires.